

Le DÉSASTRE économique PALESTINIEN face aux SUBVENTIONS internationales

Daniel Pipes

Directeur du Forum

du Moyen-Orient (Middle East Forum), l'un des membres de l'Institut américain pour la paix (U.S. Institute of Peace) dépendant du président des États-Unis et un chroniqueur du *New York Sun* et du *Jerusalem Post*. Son dernier ouvrage, *Miniatures : Views of Islamic and Middle Eastern Politics* (Transaction Publishers), est sorti de presse à la fin 2003.

L'aide financière aux Palestiniens a pour effet pervers et contreproductif d'accroître leur taux d'homicides et d'actes terroristes. Cette semaine, je propose deux constats peut-être plus étranges encore à propos des dons occidentaux de plusieurs milliards de dollars, brisant tous les records d'aide par habitant : premièrement, ils appauvrissent les Palestiniens. Deuxièmement, la paupérisation palestinienne est une chose positive à long terme. Pour commencer, quelques données de base sur l'économie palestinienne tirées d'une excellente étude de Ziv Hellman, « Terminal Situation » (phase terminale), parue dans l'édition du 24 décembre du *Jerusalem Report* :

- Le revenu annuel par habitant des Palestiniens a reculé d'environ 40 % depuis son sommet de 2000 dollars atteint en 1992 (avant le début du processus d'Oslo) pour passer à 1 200 dollars actuellement.
- En Israël, le revenu annuel par habitant était 10 fois supérieur à celui des Palestiniens en 1967 – il est maintenant 23 fois plus important.
- À Gaza, la pauvreté profonde a passé de 22 % de la population en 1998 à

près de 35 % en 2006 ; ce taux serait de quelque 67 % sans les versements et les aides en nourriture.

– Les investissements étrangers directs sont pratiquement inexistantes et les capitaux locaux sont en majeure partie envoyés à l'étranger ou investis dans l'immobilier ou les transactions à court terme.

Hellman écrit que l'économie de l'Autorité palestinienne « est largement basée sur des monopoles de divers secteurs octroyés par les officiels de l'AP en échange de pots-de-vin ».

Le personnel de l'AP est si pléthorique que les charges salariales y dépassent à elles seules la totalité des produits.

Les dysfonctionnements du système judiciaire de l'AP ont pour conséquence que les litiges commerciaux y sont généralement réglés par des bandes armées.

C'est ainsi que Hellman, logiquement, qualifie l'économie palestinienne de « désastreuse ».

Et ce désastre n'a rien pour surprendre car, comme l'ont relevé feu Lord Bauer et d'autres, l'aide étrangère ne marche pas. Elle corrompt et déforme l'économie – et plus les montants sont élevés, plus les dégâts sont importants. Un détail révélateur : pendant certaines périodes du règne de Yasser Arafat, un tiers du budget de l'Autorité palestinienne était affecté aux « dépenses de la présidence », sans autres explications, contrôles ou actes comptables. La Banque mondiale s'en plaignit, mais le gouvernement israélien et l'Union européenne acceptèrent cet arrangement malhonnête, de sorte qu'il a été maintenu.

En fait, l'Autorité palestinienne constitue un parfait exemple d'économie ruinée par étouffement sous des dons bien intentionnés mais malavisés. Les 7,4 milliards de dollars qui lui ont été promis récemment pour les années 2008 à 2010 vont encore aggraver les choses.

Souffrance et exaltation

Mais, paradoxalement, cette erreur pourrait aider à résoudre le conflit israélo-arabe. Pour comprendre pourquoi, examinons les deux modèles en présence expliquant l'extrémisme et la violence – la souffrance et l'exaltation.

Le modèle de la souffrance, auquel se rallient tous les États occidentaux, attribue le comportement des Palestiniens à la pauvreté, à l'isolement, aux barages routiers israéliens, à l'absence d'un État, etc. Mahmoud Abbas, le leader de l'AP, résuma ce point de vue lors de la conférence d'Annapolis, en novembre : « le manque d'espoir, le désespoir accablant (...) alimentent l'extrémisme. » Éliminons ces souffrances et les Palestiniens, soi-disant, tourneront leur attention vers des préoccupations constructives telles que le développement économique et la démocratie. Le problème est que ce changement n'intervient jamais.

Le modèle de l'exaltation prend la logique d'Abbas à rebrousse-poil : l'extrémisme est en fait alimenté par l'absence de désespoir et par des espoirs exacerbés. Pour les Palestiniens, l'espoir naît d'une perception de la faiblesse d'Israël, laquelle génère un optimisme, un enthousiasme à l'idée que l'État juif peut être éliminé. À l'inverse, lorsque les Palestiniens se sentent impuissants contre Israël, ils se consacrent à des tâches plus banales telles que gagner leur vie et éduquer leurs enfants. Relevons ici que l'économie palestinienne a atteint son sommet en 1992, après la chute de l'Union soviétique et la guerre d'Irak, soit justement lorsque les espoirs d'éliminer Israël touchaient leur plancher. L'exaltation, et non la souffrance, permet d'expliquer le comportement belliqueux des Palestiniens. Ainsi, dans ce cadre, tout ce qui réduit la confiance en eux des Palestiniens est une bonne chose. Une économie en berne rend les Palestiniens dépressifs, sans parler de leurs capacités militaires et autres, ce qui nous rapproche d'une solution au conflit.

Les Palestiniens doivent ressentir toute l'amertume de l'échec pour pouvoir abandonner leur objectif malsain qui consiste à éliminer leur voisin israélien et commencer à construire une économie, un système politique, une société et une culture qui leur sont propres. Il n'y a pas de raccourcis vers cette issue favorable. Ceux qui se préoccupent authentiquement du sort des Palestiniens doivent souhaiter que leur désespoir soit imminent, de sorte que ces gens talentueux et dignes puissent émerger du barbarisme actuel et bâtir un avenir convenable. Ainsi, par une curieuse ironie du sort, l'énorme gaspillage de l'aide financière occidentale va accélérer ce désespoir de deux manières : en favorisant le terrorisme et en pervertissant l'économie, deux phénomènes qui impliquent un déclin économique. La loi des effets pervers a rarement travaillé de manière aussi imaginative.

Financer les Palestiniens ? Une mauvaise idée

Le financement plus que généreux de Mahmoud Abbas et de l'Autorité palestinienne en vue d'instaurer la paix est l'un des axes constants de la politique occidentale – y compris israélienne – depuis la prise du pouvoir par le Hamas à Gaza, en juin dernier. Cet afflux de fonds est contreproductif et doit être stoppé. Urgemment.

Un peu de contexte : Paul Morro, du Service de recherche du Congrès, indique qu'en 2006, l'Union européenne et ses États membres ont donné 815 millions de dollars à l'Autorité palestinienne ; les États-Unis ont versé 468 millions de dollars. L'ensemble des dons atteint un total de quelque 1,5 milliard de dollars. Et l'aubaine ne cesse de prendre de l'ampleur. Le président George W. Bush a demandé un supplément de 410 millions de dollars en octobre, après une

donation de 77 millions de dollars plus tôt cette année. Le Département d'État justifie cette somme somptueuse en affirmant qu'elle « répond à un besoin crucial et immédiat de soutenir un nouveau gouvernement de l'Autorité palestinienne (AP) que les États-Unis et Israël considèrent comme un authentique allié pour la paix ». Lors d'une audition récente, Gary Ackerman, président de la sous-commission parlementaire sur le Moyen-Orient et l'Asie du Sud, a approuvé le don supplémentaire. Bien décidée à ne pas se contenter de l'argent des contribuables, la secrétaire d'État Condoleezza Rice lança le 3 décembre dernier un plan de partenariat privé – « U.S.-Palestinian Public Private Partnership » – impliquant des poids-lourds financiers tels que Sandy Weill et Lester Crown, afin de financer, selon Rice, « des projets permettant d'atteindre directement les jeunes Palestiniens, de les préparer aux responsabilités de la citoyenneté et de la gouvernance » et qui « ont un énorme impact positif ».

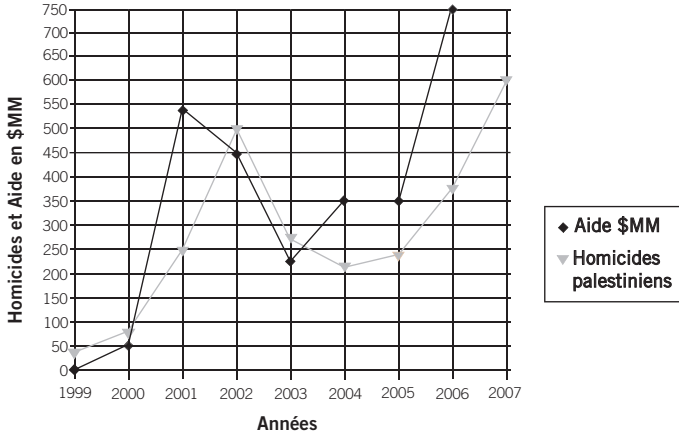
Un rapport indique que l'Union européenne a transféré près de 2,5 milliards de dollars aux Palestiniens cette année. Sur ces entrefaites, Abbas a annoncé son objectif de collecter des promesses pour un total de 5,8 milliards de dollars d'aides sur une période de trois ans, de 2008 à 2010, lors d'une « Conférence des donateurs de l'Autorité palestinienne » à laquelle ont assisté 90 États lundi à Paris (sur la base de la meilleure estimation disponible qui fait état de 1,35 million de Palestiniens en Cisjordanie, cela équivaut à une somme d'argent ahurissante : plus de 1 400 dollars par an et par habitant, soit à peu près le revenu annuel d'un Égyptien). Avec l'accord du gouvernement israélien, Abbas a immédiatement réuni le montant souhaité pour 2008 lors de la conférence des donateurs.

Les dommages collatéraux de l'aide aux Palestiniens

Bon, si ça marche, c'est une affaire, n'est-ce pas ? Quelques milliards pour mettre un terme à un dangereux conflit centenaire – c'est donné. Mais des recherches novatrices signées par Steven Stotsky, un analyste du « *Committee for Accuracy in Middle East Reporting in America* » (CAMERA) montrent qu'historiquement, les afflux de fonds versés aux Palestiniens ont eu l'effet contraire. En se basant sur les données de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et d'autres statistiques officielles, Stotsky compare deux évolutions intervenues depuis 1999 : celle de l'aide budgétaire annuelle à l'Autorité palestinienne et le nombre annuel d'homicides commis par des Palestiniens (incluant tant les activités criminelles que le terrorisme et les victimes tant israéliennes que palestiniennes). Combinées sur un même graphique, les deux courbes présentent des similitudes troublantes :

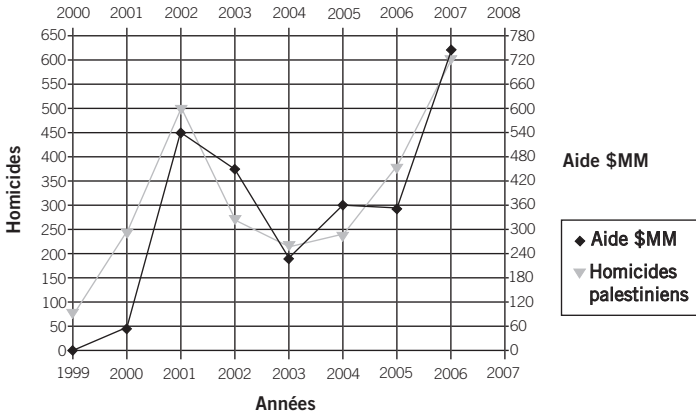
La corrélation est encore plus nette lorsque l'aide est superposée aux homicides commis l'année suivante :

Homicides commis par les Palestiniens et aide reçue des donateurs



Bref, pour chaque montant d'env. 1,25 million de dollars versé, on peut compter une mort violente dans l'année. Comme le souligne Stotsky, « ces statis-

Homicides avec un an de décalage et aide reçue des donateurs



tiques ne signifient pas que l'aide étrangère est la cause des violences, mais elles remettent en question l'efficacité des donations de l'extérieur dans la lutte pour promouvoir la modération et contrer le terrorisme ».

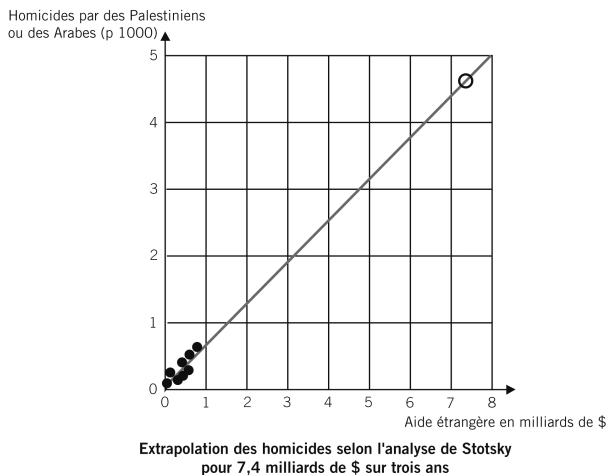
Le cas palestinien s'inscrit dans un phénomène plus général, comme l'ont relevé Jean-Paul Azam et Alexandra Delacroix dans un article de 2005, « Aid and the Delegated Fight Against Terrorism » (l'aide et la délégation du combat contre le terrorisme). Ils y révèlent ainsi « des résultats empiriques très solides

montrant que les ressources investies dans les activités terroristes d'un pays quelconque affichent une corrélation positive avec le montant de l'aide étrangère reçue par ce pays » – plus il y a d'aide, plus il y a de terrorisme.

Si ces études s'opposent à l'hypothèse conventionnelle voulant que les Palestiniens soient poussés à la violence par la pauvreté, le chômage, la répression, l'« occupation » et le malaise, elles confirment en revanche l'argumentation que je défends depuis bien longtemps et selon laquelle le problème vient de l'exaltation des Palestiniens. Mieux les Palestiniens sont financés, plus ils sont forts et plus ils se sentent enclins à prendre les armes. Une conception incohérente de l'économie de la guerre prévaut en Israël depuis le début des négociations d'Oslo, en 1993. Au lieu de priver leurs ennemis palestiniens de ressources, les Israéliens ont alors suivi les rêveries mystiques de Shimon Peres, exprimées notamment dans son ouvrage de 1993, *The New Middle East* (Le nouveau Moyen-Orient), et les ont renforcés au plan économique. Comme je l'écrivais en 2001, cela « revient à envoyer des ressources à l'ennemi alors que les combats font encore rage – ce qui n'est pas une très brillante idée ».

Plutôt que de financer davantage encore le bellicisme palestinien, les États occidentaux, à commencer par Israël, devraient supprimer *tous* les soutiens financiers à l'Autorité palestinienne.

Mise à jour du 20 déc. 2007 : en utilisant les analyses de Stotsky et en les extrapolant pour inclure les 7.4 milliards de \$ d'engagements consentis, Hal M.



Switkay propose une évaluation de 4 600 tués annuels du fait des Palestiniens dans les trois années à venir.